

<http://lecatatblog.wordpress.com>

## **Blog sur les bibliothèques, la BD et le Tibet**

Histoire de l'Europe de l'Est de la Seconde Guerre mondiale à nos jours / Jean-François Soulet  
21/02/2009

Après avoir découvert les Mayas et leur mutilation génitales (voilà un peuple qui savait rire !), passons à quelque chose d'encore différent. Cette fois-ci je me suis attaqué à Histoire de l'Europe de l'Est de la Seconde Guerre mondiale à nos jours de Jean-François Soulet, paru chez Armand Colin en 2006.

Contrairement à ce que la couverture et la collection pourrait laisser penser, bien qu'il s'agisse d'un bouquin universitaire, on a affaire à un texte qui se lit très facilement et avec clarté. Il décrit la manière dont l'URSS, ayant perdu une masse considérable de territoires après la Première Guerre mondiale, repris du poil de la bête et profita du second conflit pour les

recupérer (Estonie, Lettonie, Lituanie, Moldavie), et même les étendre en prenant le contrôle des pays libérés (Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie) ou vaincus (RDA, Bulgarie, Hongrie). En parallèle, on découvre l'évolution de la Yougoslavie et de l'Albanie, dont les violentes luttes interne portèrent au pouvoir Tito et Enver Hoxha. Ces derniers finirent par se couper de l'URSS, par contrainte pour l'un, par dogmatisme pour l'autre.

De manière surprenante, on apprend que, si Tito était bien l'homme-lige de Staline chargé de mener les purges au sein du PC yougoslave dans les années 30, celui-ci ne lui manifesta que tardivement son soutien et se montra même irrité de ses succès. En effet, Staline voyant le monde en zones d'influence, refusa de s'immiscer dans la zone dévolue aux Alliés quand bien même la résistance communiste y était forte. Plus, il ne reconnaissait que la résistance royaliste (pro-serbe). Après la guerre, l'entente pas trop cordiale (Tito ne supportait pas les prétentions hégémoniques de son mentor) ne dura que jusqu'en 1948 : Staline souhaitait créer des fédérations de pays libérés devant éventuellement déboucher sur une pleine intégration à l'URSS, point sur lequel Tito était d'accord. Mais son souhait de ne pas précipiter les choses irrita le Géorgien au point qu'il expulsa son ancien fidèle du Komintern et l'isola complètement. Placé devant le fait accompli, Tito dut réorienter sa politique du jour

au lendemain et renouer quelque peu avec l'Ouest. Hoxha, lui, rompit avec l'URSS quand Krouchtchev lança la déstalinisation et se réfugia dans les jupes de Mao, avant de rompre encore quand ce dernier rétablit des relations avec les États-Unis en 1978. Jusqu'au début des années 1990, l'Albanie fut un des pays les plus pauvres et isolés du bloc communiste.

La tactique soviétique de prise de contrôle de l'Europe centrale s'est accomplie en deux phases : d'abord création de fronts populaires ouverts aux non-communistes et lancement de réformes attendues (réformes agraires, nationalisations), l'essentiel de la vie démocratique subsistant (presse libre, élections non truquées...) ; ensuite l'imposition du PC et la suppression de toute opposition (noyautage de partis, fusion de la gauche). Le grignotage atteint alors un niveau suffisant pour prendre le pouvoir et ne plus prendre de gants. Commence alors l'enfer : d'emblée les opposants sont éliminés, puis le moindre début de soupçon de divergence vis-à-vis de Moscou est synonyme de purge. Les fronts populaires mettaient en avant la nécessité de développer des communismes nationaux adaptés à chaque pays, maintenant les démocraties populaires doivent calquer leur politique sur l'URSS et organiser leur économie pour entretenir l'ogre. Les troupes et les hommes du KGB sont partout et infiltrent tous les organismes. Pour s'assurer que personne ne

moufte, on instaure un climat de terreur en frappant les dirigeants, de préférence les plus fidèles (en même temps, les moins fidèles ils sont déjà morts alors...) afin de montrer que nul n'est à l'abri. Beaucoup gagneront un voyage organisé vers la Sibérie. Tout ne se passe pourtant pas comme l'occupant le souhaiterait : nombreuses ont été les oppositions (maquis paysans, révoltes ouvrières, tentatives de résistance par le haut comme à Prague).

Il faudra attendre 1989 pour voir le château de cartes s'écrouler brutalement. Une partie des pays s'est libérée par le haut (Pologne, Hongrie), le pouvoir ayant finit par négocier avec les représentant de la société civile (Solidarnosc en Pologne) ; une partie s'est libérée sous l'influence étrangère (influences conjointes de la RFA et de la Pologne en RDA et Tchécoslovaquie par exemple) plus qu'à cause de l'opposition intérieure (moins structurée). Une partie des pays s'est libérée parce que c'étaient les derniers et qu'ils ne pouvaient plus tenir seuls. C'est le cas de la Roumanie et de la Bulgarie dont les éléments communistes réformateurs renversèrent les dirigeants. Les Baltes (au fait : les Estoniens ne sont pas baltes !), inclus dans l'URSS détestée, profitèrent de la perestroïka pour arracher leur indépendance. Les Yougoslaves et Albanais, enfin, virent leurs pays se décomposer par la guerre civile ou la désorganisation

totale de la société.